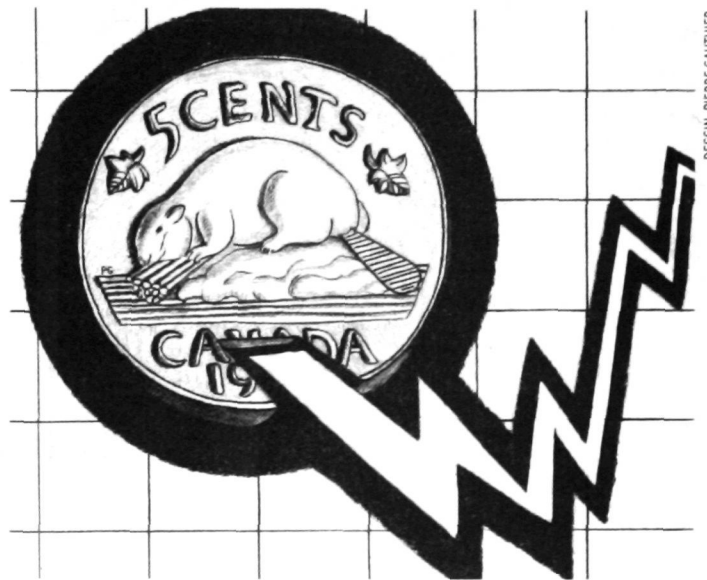


Le Québec n'est pas
qu'un constructeur
de barrages.



DESSIN: PIERRE GAUTHIER

De l'utilité publique à l'augmentation des profits

Actionnaires d'Hydro, où sommes-nous?

Isabelle MARISSAL

Hydro-Québec est-elle en train d'oublier la mission que les Québécois-es lui confiaient lors de sa nationalisation? Cette mission nourrissait l'ambition de fournir aux Québécois-es de l'électricité à très bon prix. La nationalisation portait aussi en elle un immense potentiel de développement pour le Québec. Un développement souscrivant au principe de l'universalité en matière énergétique en se soustrayant volontairement aux lois du marché.

Avec son dernier plan de développement pour 1998-2002, Hydro choisit délibérément un axe de «croissance économique» pure. Ce choix démontre une cassure nette dans la mission originale de la Société d'État et un manque de transparence inquiétant. Pas la moindre consultation publique supportant un tel choix. Pire, la Société d'État ignore tout à fait le consensus dégagé par la Table de consultation du débat public sur l'énergie¹. Celui-ci proposait que l'efficacité énergétique figure au cœur de la future politique énergétique québécoise.

¹ Rappelons qu'en 1995, le gouvernement Parizeau, par la voix de son ministre des Ressources naturelles de l'époque, François Gendron, confiait à la Table le mandat de réaliser des audiences publiques sur la question de l'énergie au Québec et de fournir ses recommandations au gouvernement.

D'autres aussi sont inquiets et ont réagi vigoureusement au Plan d'Hydro. Martin Poirier, de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, est un de ceux-là. Le chercheur se demande comment Hydro s'y prendra pour geler ses frais d'exploitation pendant les cinq prochaines années? La seule inflation annuelle tourne autour de 2,0% à 2,5%! Hydro avance des prévisions: plus de pluie, une hausse du taux de change du dollar canadien et une baisse des taux d'intérêt! Or, il pleut moins au Québec, ces années-ci. Des réservoirs vides ne produisent pas d'énergie. Cela pourrait vouloir dire 495 millions \$ de moins que prévu. Même calcul avec les taux d'intérêt. La dette à long terme de 37,9 milliards \$ peut se transformer en gouffre si les prévisions d'Hydro ne se réalisent pas.

UNE RÉGIE SANS POUVOIR

La Coalition contre la dénationalisation de l'électricité (CCDE) soulignait aussi la complicité du gouvernement Bouchard dans les orientations récentes d'Hydro. En effet, le gouvernement tarde à donner à la Régie de l'énergie son droit de regard indépendant sur les axes de développement proposés par Hydro-Québec. La mise en vigueur de tous les articles de la Loi 50 créant la Régie n'est pas encore adoptée. Devant la Federal Energy Regulatory Commission (FERC) des États-Unis, la Société d'État a faussement prétendu être assujettie